

sujets tels que les rapports reçus des ambassades au sujet d'événements comme la tentative de coup d'État à Moscou en 1991; le coût de notre participation à des conférences internationales; des rapports de vérification sur les activités du Ministère; les dossiers d'événements d'importance historique comme la crise d'octobre de 1970.

Pour ce qui est des pourcentages, la ventilation des requérants ne fournit pas d'indication claire quant aux utilisateurs finaux. Un bon pourcentage des requérants de la catégorie "entreprises" est formé d'avocats agissant au nom de particuliers, et la catégorie "public" peut comprendre n'importe laquelle des quatre autres catégories si aucun renseignement adéquat n'a été fourni.

médias	66
maisons d'enseignement	05
entreprises	303
autres organismes	15
public	66

Les coûts inhérents à l'administration des lois sur l'Accès à l'information et la Protection des renseignements personnels ont été limités aux salaires et aux frais de fonctionnement du Bureau du Coordonnateur. Il demeure difficile d'évaluer le coût global de ce service pour le Ministère, particulièrement lorsque le temps et les efforts que les unités ministérielles consacrent aux activités du bureau du Coordonnateur plutôt qu'à leurs importantes responsabilités constituent en fait le coût réel.

Veillez consulter l'annexe A pour le rapport statistique complet.

SALLE DE CONSULTATION

Une salle de consultation est ouverte au public dans un endroit adjacent au Bureau d'AIPRP. Les manuels en usage au Ministère y sont à la disposition du public. Durant la période visée par le présent rapport, un petit nombre de personnes ont choisi de se présenter à la salle de consultation pour examiner des documents identifiés en réponse à leur demande, plutôt que de payer des frais de photocopie.